

PRÉFET DE LA SOMME

Préfecture de la Somme
Direction des affaires juridiques et de l'administration locale
Bureau de l'administration générale et de l'utilité publique
Installations classées pour la protection de l'environnement
commune de Crécy en Ponthieu
Société CALIPSO

MISE EN DEMEURE

ARRÊTÉ du 25 MAI 2012

Le préfet de la région Picardie
Préfet de la Somme
Officier de la Légion d'Honneur
Officier dans l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les titres 1er des Livres V de ses parties législatives et réglementaires relatifs aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2009-176 du 16 février 2009, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 16 février 2009 nommant M. Michel DELPUECH, préfet de la région Picardie, préfet de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1er septembre 2010 portant délégation de signature de M. Christian RIGUET, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 13/04/10 relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 1331 et les stockages de produits soumis à autorisation au titre de la rubrique 1332 ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les stockages de céréales soumis à autorisation au titre de la rubrique 2160 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 juin 1998 autorisant la SCA de la région de Crécy, siège social 14 rue des Fusillés à Crécy en Ponthieu (80150) à exploiter un centre de stockage de céréales d'une capacité de 46532 m³ à l'adresse précitée ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 janvier 2005 demandant à la SCA de la région de Crécy de compléter son étude de dangers conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2011 fixant des prescriptions complémentaires à la société CALIPSO pour le silo, qu'elle exploite sur la commune de Crécy en Ponthieu ;

Vu la visite d'inspection en date du 25 avril 2012 ;

Vu la lettre de suite adressée à l'exploitant le 9 mai 2012 par l'inspection des installations classées ;

Vu le rapport et les propositions en date du 9 mai 2012 de l'inspection des installations classées ;

Considérant que le dernier rapport de vérification des installations électriques rédigée par le 28 novembre 2011, fait état de 18 non conformités dont 16 avaient déjà été signalées lors de la vérification précédente ;

Considérant qu'au regard du compte rendu de vérification des installations électriques établi le 28 novembre 2011, il apparaît que l'installation électrique de la société CALIPSO peut entraîner les risques d'incendie ou d'explosion ;

Considérant que les équipements de manutention du silo de Crécy en Ponthieu ne sont pas équipés des dispositifs de sécurité permettant de détecter de manière précoce un éventuel dysfonctionnement et ainsi de prévenir la survenue d'un éventuel sinistre (incendie ou explosion) ;

Considérant que le non respect de ces dispositions est de nature à aggraver les conséquences d'un éventuel accident ou incident, et plus généralement à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il est primordial que l'exploitant ait pu vérifier le dimensionnement des dispositifs de découplage imposés suite à l'étude de dangers pour s'assurer qu'une explosion primaire ne pourrait se propager à l'intérieur des installations, limitant ainsi l'étendue des dommages et les effets de surpression potentiels ;

Considérant que l'absence de détection au niveau des cases d'engrais solide relevant de la rubrique 1331 peut entraîner un retard dans l'intervention des services de secours et concourir à renforcer les conséquences en cas d'incident au niveau de ces installations ;

Considérant qu'il convient en conséquence et en vue de préserver les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'Environnement de faire application de son article L 514-2 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

A R R Ê T E

Article 1 :

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, la société CALIPSO est tenue de faire réaliser les travaux de mise en conformité des installations électriques permettant la levée des observations émises mettant en cause la sécurité des installations dans le dernier rapport de vérification. A l'issue de ceux-ci, l'exploitant adresse au préfet, dans un délai n'excédant pas trois mois, un nouveau rapport de contrôle de la conformité et du bon fonctionnement des installations

électriques réalisés par un organisme indépendant, conformément aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié par l'arrêté ministériel du 23 février 2007 à savoir notamment :

« Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie. »

Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :

- *appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible;*
- *ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières" dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.*

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- *l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;*
- *l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté*

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées. »

Article 2 :

Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, la société CALIPSO est tenue de respecter les exigences de l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2011 :

« Conformément à l'étude de dangers élaborée par l'exploitant, les appareils de manutention sont munis des dispositifs visant à détecter et stopper tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourrait entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes. En particulier, les dispositifs suivants sont installés :

<i>Repère</i>	<i>Équipements</i>	<i>Mesures de prévention - Détecteurs de dysfonctionnements</i>
<i>Silo A</i>	<i>Transporteurs à chaînes:</i> <i>TC alimentation</i> <i>TC reprise</i> <i>TC reprise fosse</i> <i>TC reprise séchoir</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Capotés</i> ▪ <i>Sous aspiration</i> ▪ <i>Détecteur de surintensité moteur</i> ▪ <i>Détecteurs de bourrage</i> ▪ <i>Trappes de bourrage</i>
	<i>3 vis</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Capotées</i> ▪ <i>Détecteur de surintensité moteur</i>
	<i>1 Calibreur et 1 nettoyeur séparateur</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Capotés</i> ▪ <i>Sous aspiration</i> ▪ <i>Détecteur de surintensité moteur</i> ▪ <i>Contrôleur de mouvement</i>
	<i>Élévateurs</i> <i>E1 (130 t/ h)</i> <i>E2 (130 t/ h)</i> <i>E3 (30 à 40 t/ h)</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Capotés</i> ▪ <i>Sous aspiration</i> ▪ <i>Contrôleur de rotation</i> ▪ <i>Contrôleurs de déport de sangles</i> ▪ <i>Paliers extérieurs</i> ▪ <i>Détecteur de surintensité moteur</i> ▪ <i>Reliés à la terre</i>
<i>Silo B</i>	<i>Transporteurs à chaîne</i> <i>TC alimentation</i> <i>TC reprise</i> <i>TC reprise fosse</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Capotés</i> ▪ <i>Sous aspiration</i> ▪ <i>Détecteur de surintensité moteur</i> ▪ <i>Détecteurs de bourrage</i> ▪ <i>Trappes de bourrage</i>
	<i>1 Élévateur séchoir</i> <i>E (100 t/ h)</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Capoté</i> ▪ <i>Contrôleur de rotation</i> ▪ <i>Contrôleurs de déport de sangles ou détecteurs de température</i> ▪ <i>Paliers extérieurs</i> ▪ <i>Trappes de bourrage</i> ▪ <i>Détecteur de surintensité moteur</i> ▪ <i>Relié à la terre</i>
<i>Silos EFG</i>	<i>Élévateurs</i> <i>E1 (75 t/h)</i> <i>E2 (75 t/h)</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>capotés</i> ▪ <i>Sous aspiration</i> ▪ <i>Contrôleur de rotation</i> ▪ <i>Contrôleurs de déport de sangles</i> ▪ <i>Paliers extérieurs</i> ▪ <i>Trappes de bourrage</i> ▪ <i>Détecteur de bourrage</i> ▪ <i>Détecteur de surintensité moteur</i> ▪ <i>Reliés à la terre</i>
	<i>Transporteurs à chaînes</i> <i>TC alimentation G</i> <i>TC alimentation F et E</i> <i>TC reprise G/F</i> <i>TC reprise E/F</i> <i>TC reprise fosse</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Capotés</i> ▪ <i>Sous aspiration</i> ▪ <i>Détecteur de surintensité moteur</i> ▪ <i>Détecteurs de bourrage</i> ▪ <i>Trappes de bourrage</i>

Silo L	Transporteur à bande : TB alimentation	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Contrôleur de température sur les paliers ▪ Détecteur de surintensité moteur ▪ Contrôleur de rotation sur tambour mené ▪ Contrôleurs de déport de bandes ▪ Bandes résistantes au feu
	Élévateur E (200 t/h)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ capoté ▪ Sous aspiration ▪ Contrôleur de rotation ▪ Contrôleurs de déport de sangles ▪ Roulements et paliers extérieurs ▪ Détecteur de surintensité moteur
	Transporteurs à chaînes: TC liaison avec le silo O TC reprise fosse	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Capotés ▪ Sous aspiration ▪ Détecteur de surintensité moteur ▪ Détecteurs de bourrage ▪ Trappes de bourrage
Silo O	Transporteur à bande : TB alimentation TB liaison	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Contrôleur de rotation ▪ Détecteur de surintensité moteur ▪ Contrôleurs de déport de bandes ▪ Bandes résistantes au feu
	Élévateurs E1 (200 t/h) E2 (200 t/h)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ capotés ▪ Sous aspiration ▪ Contrôleur de rotation ▪ Contrôleurs de déport de sangles ▪ Paliers extérieurs ▪ Trappes de bourrage ▪ Détecteur de surintensité moteur ▪ Reliés à la terre
	1 épurateur et 1 nettoyeur séparateur	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Capotés ▪ Sous aspiration ▪ Détecteur de surintensité moteur
	Transporteurs à chaînes: TC1 reprise TC2 reprise TC3 reprise liaison TC reprise fosse	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Capotés ▪ Sous aspiration ▪ Détecteur de surintensité moteur ▪ Détecteurs de bourrage ▪ Trappes de bourrage

Les bandes et les sangles sont antistatiques et ne permettent pas la propagation de la flamme.
Les gaines des élévateurs sont munies de regards ou de trappes de visite.

Si des modifications interviennent sur l'un de ces dispositifs, l'exploitant devra démontrer l'efficacité des nouveaux dispositifs et leur niveau de sécurité au moins équivalent.

L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Sur l'ensemble des installations, les différents équipements de manutention des céréales sont asservis entre eux. Les détecteurs d'incidents de fonctionnement arrêtent l'installation et les équipements situés en amont immédiatement avec un asservissement visuel et sonore. L'installation

ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident.

Les organes mécaniques mobiles sont protégés contre la pénétration des poussières. Ils sont convenablement lubrifiés.

L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs et l'état des organes mécaniques mobiles est contrôlé à une fréquence adaptée déterminée par l'exploitant, et au moins annuellement. Les résultats de ce contrôle sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les moteurs des extracteurs d'air des cellules de stockage sont à axes déportés de façon à éviter toute chute de matériel à l'intérieur d'une cellule ou les moteurs des extracteurs d'air des cellules de stockage ne sont pas situés à la verticale des cellules de façon à éviter toute chute de matériel à l'intérieur d'une cellule.

Article 3 :

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, la société CALIPSO est tenue de respecter les exigences de l'article 7 c) de l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2011 :

« (...)L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les factures, copies des procédures établies, compte rendu de visite d'expert, étude de dimensionnement, etc..., qui permettent de justifier de l'efficacité et de la fiabilité des mesures mises en place. »

Article 4 :

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, la société CALIPSO est tenue de respecter les exigences des articles 10.6 et 11.2 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 sur les stockages d'engrais solides :

« Les magasins de stockage et les stockages couverts sont équipés de systèmes spécifiques permettant une détection efficace des phénomènes, la plus précoce possible et adaptée au type de risque encouru (décomposition, incendie par exemple). Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du système retenu pour ces dispositifs de détection ainsi que de son dimensionnement.

Le système de détection avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire et fonctionne en permanence.

La transmission de l'alarme se fait y compris hors des heures d'exploitation afin notamment d'alerter les services d'incendie et de secours et de leur permettre l'accès.

Ces systèmes sont maintenus en bon état de fonctionnement. Ils sont conformes aux référentiels en vigueur et vérifiés aussi régulièrement que nécessaire, tel que préconisé par le constructeur et a minima tous les ans.

L'exploitant établit des consignes de maintenance et organise à une fréquence adaptée des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Les dispositions de cet article ne s'appliquent pas aux stockages à l'air libre ou aux stockages couverts existants possédant au moins deux faces ouvertes en permanence sur l'extérieur »

« – d'un dispositif d'alerte (alarme sonore, télésurveillance par exemple) déclenché par le système de détection défini à l'article 10.6 du présent arrêté. Ce dispositif doit permettre une action 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 ;. »

Article 5 :Sanctions

En cas d'observation des dispositions ci-dessus les sanctions prévues à l'article L 514.1 du code de l'environnement pourront être appliquées sans préjudice de sanctions pénales.

Article 6 : Délai et voies de recours

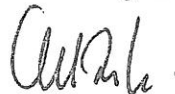
Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré devant le tribunal administratif d'AMIENS dans un délai de deux mois à compter de la date de notification, conformément aux conditions prévues à l'article L. 514.6 du code de l'environnement.

Article 7 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet d'Abbeville, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CALIPSO et dont une copie sera adressée au maire de la commune de Crécy-en-Ponthieu.

Amiens, le 25 MAI 2012
Pour le préfet et par délégation :
Le secrétaire général,



Christian RIGUET

